

Chapitre VI. La guerre de libération du Zaïre

«Ne t'effraie point et ne t'épouvante point, car l'Éternel, ton Dieu, est avec toi dans tout ce que tu entreprendras».

Josué 1: 9

C'est plus un problème de libération nationale que celui d'une ethnie. Les Banyamulenge comme tous les autres citoyens zaïrois luttent pour reconquérir leurs droits fondamentaux arrachés par le pouvoir dictatorial de Mobutu. Pendant plus de trente ans de dictature, au Zaïre, il s'est constitué une société d'immoralité et d'irresponsabilité.

Le Zaïrois a appris, par ses maîtres dirigeants, à ne plus avoir le sens de l'État et du bien commun. Tout est pour lui-même ou pour personne. Dépravé dans ses mœurs, il prône les antivaleurs, valorise le mal, s'adonne facilement à la corruption, à la concussion, au détournement, au népotisme et à la malversation financière.

La dégradation, les dissensions ethniques et régionales, le clientélisme, le sectarisme, la terreur imposée par l'armée et les services secrets, la faillite du système éducatif, la violation des libertés fondamentales et la confiscation du pouvoir par une minorité ethnique ou par une oligarchie ont rongé profondément l'intellect du Zaïrois et créé en lui une phobie aveuglante.

L'une des mesures destructrices, la plus controversée, du régime de Mobutu fut sans nul doute la "zaïrianisation". Les entreprises appartenant à des étrangers furent distribuées gracieusement aux Zaïrois, qui n'étaient pas préparés à la gestion des affaires. Le patrimoine productif du pays fut gravement affecté et les structures socio-économiques détruites.

Au moment où tous les pays d'Afrique noire tentaient d'affirmer leur identité, le Zaïre de Mobutu ouvrait la voie à l'authenticité. Le recours à l'authenticité était le fondement et le prétexte du désir ardent de son concepteur de vouloir se servir. Le recours au libertinage, au nom de cette même authenticité, a porté atteinte à la dignité humaine et aux convenances sociales. Le pillage systématique et impuni des magasins, des usines et des

bâtiments publics et privés est une illustration d'un pouvoir brutal et "une volonté manifeste de ce même pouvoir de ramener les problèmes économiques afin d'occulter la racine du mal qui, essentiellement, était politique"⁽¹⁵⁶⁾.

En somme, le Zaïre était depuis son indépendance dans un inlassable mouvement, un théâtre des événements tragiques de pillage de l'économie, de destruction des structures socio-économiques, de perversion des mœurs, une société sans moralité, dirigée par des politiciens sans scrupules. Trop, c'était trop! Le peuple avait besoin du changement, et il le réclamait.

Poussé par le vent de la Perestroïka, Mobutu accepta de desserrer les cordes de la dictature. Mais les maux dont souffre le Zaïre sont profonds. Aussi, la régénération du Zaïre et les changements souhaités exigent-ils des mesures radicales, des hommes nouveaux, déterminés à redonner une image nouvelle au pays, et un espoir au peuple.

Mobutu veut la pérennité de la dictature.

Quand le Président Mobutu chercha à démocratiser son système dictatorial, c'était précisément le 29 Janvier 1990 à Goma, où il donna le coup d'envoi de la campagne de consultation populaire, il déclara : "Tous les changements souhaités seront opérés et la volonté de la majorité du peuple zaïrois sera respectée sans faux-fuyants"⁽¹⁵⁷⁾.

Après ces consultations qui l'avaient amené à parcourir toutes les régions du Zaïre, le constat fut amer. Mobutu est désavoué mais il ne le dit pas. Il prononça son fameux discours du 24 Avril 1990 dans lequel il donna les résultats de sa promenade de santé en ces termes : «J'ai recueilli des mémorandum aussi bien individuels que collectifs. J'ai reçu en audience différents groupes socio-professionnels.

"Tout a été pris en compte et fait l'objet de ma profonde réflexion. Concernant le fonctionnement des institutions politiques, 87% des mémorandum proposent des réformes au sein du MPR, sans en contester son

⁽¹⁵⁶⁾ Bagamora B., Analyse des crises politiques au Zaïre, T.F.E., 1993-1994.

⁽¹⁵⁷⁾ Bagamora B., Analyse des crises politiques au Zaïre depuis l'avènement de la démocratisation du 24 Avril 1990, T.F.E., Bunia, 1993-1994, Inédit.

caractère du parti unique. Mais 13% recommandent vivement le multipartisme» (156).

Bien qu'il ait promis de respecter la volonté de la majorité du peuple zaïrois. Mobutu prit une décision contraire à sa promesse. Il annonça solennellement le multipartisme à trois, soi-disant, pour faire plaisir au peuple.

La vérité était que tout le système et ses animateurs étaient désavoués par le souverain primaire qui réclamait l'instauration d'un Etat démocratique.

Les pressions populaires et internationales s'exercèrent sur Mobutu qui finit par décréter le multipartisme intégral. L'espoir et la confiance dans l'avenir naquirent.

Mais quelques temps après, le peuple se rendit compte qu'il était trompé. Les partis politiques n'ont rien donné de ce que l'on attendait d'eux. L'ardeur du début était dilué dans les luttes de positionnement et de recherche des biens matériels. Le laboratoire politique de Mobutu avait compris le jeu et se mit au travail.

Des partis politiques fictifs sont créés pour soutenir le MPR et faire gagner de l'argent à leurs fondateurs. Ils sont baptisés par les Kinois (157) «partis politiques alimentaires».

«Des années de processus démocratiques se sont traduites par la création de près de quatre cents partis politiques et par un désordre institutionnalisé» (158).

Les quelques partis politiques d'oppositions qui existaient, aux yeux de Mobutu, présentaient un danger pour son pouvoir. Il entreprit le noyautage de ces partis. Convaincu qu'il avait de son côté la majorité des partis politiques et de la société civile, Mobutu accepta, enfin, la convocation de la Conférence Nationale Souveraine (C.N.S.).

Contre toute attente, la dynamique politique créée par l'UDPS au sein de cette Conférence Nationale Souveraine bascula la balance en faveur de l'opposition qui se fixa l'objectif de faire tomber le dictateur. C'est alors que la C.N.S. suscita un nouvel espoir au peuple.

(156) Bagamora B., Idem.

(157) Kinois : habitants de Kinshasa.

(158) ZYAD L., Jeune Afrique n°1870 du 06 au 12 Novembre 1992.

La Conférence Nationale Souveraine aborda les grands problèmes nationaux et donna des orientations nouvelles à leurs solutions. Très vite, le peuple déchanté à la suite de la mesure arbitraire prise par l'ancien Premier Ministre Nguz-A-Karl-I-Bond, en accord avec Mobutu, de suspendre la CNS. L'espoir créé par celle-ci se dissipa comme une rosée matinale, mais la dynamique créée était telle qu'il n'était plus facile de l'arrêter.

Déterminés à en finir avec la dictature, "hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux, religieux et religieuses, prêtres et pasteurs, une marrée humaine tous avec des Bibles, des bougies, des chapelets, des croix, chantant des cantiques de louange à Dieu libérateur, s'étaient retrouvés dans la rue. Pas une injure, pas une pierre lancée contre les soldats, pas un coup de pied, mais la stricte discipline de non-violence, tous marchaient pour réclamer le forum de l'espoir qui mettrait fin à la dictature.

Face à cette foule immense sans aucune arme et sans défense, le pouvoir n'avait trouvé rien d'autre que de réprimer violemment les manifestants. Bilan environ 17 morts (159). En fait, avec cette violence aveugle, le pouvoir venait de subir une grande défaite politique.

Par cette marche, le peuple fatigué par l'oppression de la dictature vieille de plus ou moins un quart de siècle, avait manifesté la volonté de devenir l'auteur de son histoire de libération. Mais Mobutu n'avait pas désarmé : sortit ses griffes et frappa : destitution du premier Ministre élu par la C.N., suspension du Haut Conseil de la République et du Gouvernement de Transition, nomination des secrétaires généraux en lieu et place du gouvernement, convocation du conclave de N'sele. Cependant la résistance des "loyalistes" conduira au dédoublement des institutions.

Malgré sa réouverture, la CNS fut noyautée par le pouvoir dictatorial et la clôture fut précipitée après trois années de dysfonctionnement.

Le Président Mobutu n'avait pas d'intention réelle d'engager le pays sur le chemin d'une véritable démocratie. Il voulait "une démocratisation douce et une humanisation de la dictature selon l'expression de l'Abbé Mpundu" (160).

Pour la pérennité effective de sa dictature, il recruta des mercenaires : le marché international, parmi lesquels les génocidaires rwandais et serbes.

(159) Dorlodot Ph., Cité par Bagamora, op. cit.

(160) Mpundu J., Le Zaïre en marche vers la dériocratie, Traité, Kinshasa, 1992. La marche a eu lieu le 16 Février 1992 à Kinshasa.

Dans une communication à la délégation de l'AFDL, Bizima Karaha déclara : "En dépit de l'interdiction aussi bien de l'OUA que de l'ONU, des mercenaires en provenance de l'Europe et de l'Afrique, mais aussi et surtout des génocidaires qui ont commis les deux derniers crimes contre l'humanité, depuis l'époque des nazis, furent recrutés.

"Des génocidaires rwandais constituent avec les hommes de Savimbi l'armée de terre de Mobutu alors que son armée de l'air (avec des avions loués, prêtés ou achetés) est constituée par les célèbres génocidaires serbes"⁽¹⁶³⁾.

Depuis plus de quinze ans, le Zaïre vit une situation de conflit entre le peuple et le pouvoir dictatorial. Les Zaïrois réclament un changement radical des institutions et une abolition totale du système dictatorial.

Mobutu, lui, souhaité une réforme qui ne touche pas au fondement de son système. Toutes les méthodes de non-violence utilisées pour obtenir le changement ne l'ont pas infléchi. Pendant sept années de transition, les politiciens ont prouvé leur incapacité à mettre fin au régime de Mobutu. Ils ont versé dans des querelles byzantines et accordé un mandat, illégal, supplémentaire de sept ans au Maréchal Président.

Mais Mobutu n'a pas réalisé que la guerre froide était bien terminée. Il a continué à destabiliser les pays voisins. De l'Angola où il a soutenu Savimbi contre le Président Dos Santos en entretenant une guerre civile pendant plus de quinze ans en passant par le Rwanda, l'Uganda, le Soudan, la République Centrafricaine et le Congo.

Partout, Mobutu a exporté mégestion, dictature militaire et entretenu des dissensions ethniques et guerre civile. Ses alliés d'hier finirent par comprendre que sa tâche destructrice avait dépassé le seuil habituellement tolérable.

Le message des Américains au Président Nelson Mandela est riche de signification: "A moins que Mobutu ne décide de rester hors du Zaïre, quels que soient les efforts de ses alliés français, notre politique, tout en respectant l'inviolabilité des frontières héritées du colonialisme, consistera à tout faire pour l'empêcher de poursuivre sa tâche destructrice au profit de ses propres intérêts et de ceux de ses protecteurs"⁽¹⁶⁴⁾.

⁽¹⁶³⁾ Karaha Bizima est Commissaire Général aux Affaires Etrangères de l'AFDL.

⁽¹⁶⁴⁾ Rwanda Libération n°22 du 10 Février au 10 Mars 1997.

Face à l'entêtement du dictateur et au piétinement du processus démocratique, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre prit ses responsabilités pour abolir la dictature, sauver le peuple zaïrois et son pays.

Que du temps perdu, des ressources gaspillées et de vies humaines sacrifiées pour rien pendant la C.N.S. et la longue transition de Mobutu.

L'AFDL suscite l'espoir⁽¹⁶⁵⁾

Quatre partis politiques décident de fusionner dans un large mouvement de libération et de s'engager à mettre tous les moyens politiques, militaire en oeuvre afin de conduire les forces démocratiques aux réformes souhaitées.

L'objectif principal est d'abolir la dictature militaire instaurée au Zaïre depuis plus de 30 ans par Mobutu.

Après la mort de l'ancien premier ministre Lumumba, Président du M.N.C.⁽¹⁶⁶⁾ dont se réclame Laurent Désiré Kabila, la révolution populaire de Mulele et de Soumialot reprendra à son compte la tâche historique que l'héros national n'a pas pu réaliser.

Au nom de cette même révolution, Mr Kabila passa plus de 30 ans dans le maquis. Il comprit que les contradictions devenues permanentes, non résolues, risquaient de précipiter, à nouveau, le Congo dans une guerre civile. Toutes les conditions y étaient.

Après avoir détruit le pays, Mobutu quitte la capitale Kinshasa pour s'installer dans la coquette ville forestière de Gbadolite. Il dirige le pays à partir de la forêt grâce à son armée tribalisée, corrompue, mal équipée et impayée depuis plusieurs mois.

⁽¹⁶⁵⁾ AFDL : Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo : été formée par quatre partis :

1. P.R.P. = Parti de la Révolution Populaire, de Laurent Désiré Kabila;
2. C.N.R. = Conseil National de Résistance, de Kisase;
3. A.D.P. = Alliance Démocratique des Peuples, de D. Bugera;
4. M.R.L.Z. = Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre, de Masasu.

⁽¹⁶⁶⁾ M.N.C. : Mouvement National Congolais de P. Lumumba.

Le pays est sous embargo d'équipements militaires et n'a plus de coopération depuis le massacre des étudiants de Lubumbashi.

Le maréchal est atteint d'un cancer de prostate et il est affaibli. L'économie est détruite. La plus grande société minière de l'Afrique noire, la Gécamines, travaille au ralenti; sa production est passée de 500.000 tonnes par an à 50.000 tonnes.

Les banques commerciales sont fermées depuis plusieurs années, mais la Banque Centrale continue à tourner sa planche à billet pour Mobutu, afin d'alimenter le marché noir kinois et de financer l'achat de conscience des politiciens.

Les conflits ethniques sont suscités à travers tout le pays pour faire oublier les problèmes politiques qui se posent avec acuité. Mobutu s'appuie également sur les réfugiés rwandais bien armés et bien équipés pour revenir sur la scène internationale.

Les dissensions socio-politiques atteignent leur paroxysme avec l'expulsion des Banyamulenge vers le Rwanda. Le plan machiavélique de leur extermination est mis en exécution dans le Sud-Kivu.

Le groupe Milima⁽¹⁶⁷⁾ fait état, dans un rapport, du bilan provisoire de massacres : 9.108 personnes tuées, 2.547 maisons incendiées et 17.065 vaches abattues ou emportées dans le seul camp des Banyamulenge. Il est certes aussi lourd dans d'autres camps, et il aurait été plus lourd n'eût été l'action libératrice de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre.

Devant la gravité de cette situation, l'AFDL n'avait d'autres choix que d'engager une lutte armée. Elle se mit à recruter des combattants. Les premiers à répondre favorablement étaient les jeunes Banyamulenge expulsés au Rwanda. Nombreux ont reçu la formation militaire et ont servi dans l'APR et dans les FAZ.

Au départ, déterminés à faire éviter le carnage préparé contre leurs parents, leur rôle dans la libération du Zaïre fut déterminant. Ils sont

⁽¹⁶⁷⁾ Le Groupe Milima donne le bilan provisoire suivant : Ngandja : 4.142; Milimba : 110; Nagatete : 219; Rugezi : 57; Biziba I : 22; Ilumba : 319; Rutigita : 54; Nyabibuye : 67; Malanda : 45; Tulambo : 32; Gashorero : 32; Bijombo : 79; Katanga : 64; Bibogobogo : 2.824; Rurambo : 52; Plaine de Ruzizi : 820; Kabela : 170; Total : 9.108.

aujourd'hui le fer de lance de la révolution. Ils connaissent le terrain, et certains d'entre eux ont fait leur service militaire à Bukavu, à Goma, à Kisangani, à Kananga, à Lubumbashi et à Kinshasa. Sous la direction clairevoyante du Président Kabila, ces jeunes, et beaucoup d'autres recrutés plus tard, ont redonné l'espoir au peuple Zaïrois.

Kabila, un libérateur? Un apôtre de Lumumba ou de Fidèle Castro? Un homme de mains de Kigali et de Washington? Un nationaliste patient et intransigeant?

Qu'il soit l'un ou l'autre, ou tout à la fois, Kabila est l'homme qui a redonné l'espoir de vivre au peuple Zaïrois. Il est celui qui a démantelé la dictature de Mobutu. Qui l'aurait imaginé! La dictature mobutienne, véritable force du mal, semblait être diabolique et indestructible.

Fort de l'expérience acquise dans son sanctuaire de Hewa Bora (Belair) et de sa formation idéologique socialiste, le Président Kabila promet : "Nous ne ferons pas les mêmes erreurs que dans les années soixante". Quelles sont ces erreurs? Politiques? Idéologiques? Militaires? Nous ne le savons pas. Mais il y en a effectivement qu'il convient d'éviter.

La première est celle de vouloir intégrer dans le rang de l'Alliance des Forces Démocratiques, des faux alliés politiques, militaires, qui ne seraient que des marionnettes chargées de miner la révolution afin de faire capoter le combat noble de libération.

La seconde serait de vouloir pactiser avec le "diable". Il est possible qu'un ange devienne un démon. Jamais dans l'histoire de l'humanité un démon n'est devenu un ange.

L'AFDL privilégie le principe de négociation et de concertation comme voie de solution à la grave crise qui mine le Zaïre. Mais négociation et concertation ne doivent pas signifier compromission avec le dictateur. Les seules négociations valables, à mes yeux, devaient aboutir au départ de Mobutu, au démantèlement total de son système et à la mise en place d'un nouveau cadre institutionnel de transition.

La troisième erreur est de tomber dans les penchants dictatoriaux, le favoritisme, le régionalisme et le tribalisme. La victoire militaire, apparemment facile sur un si grand pays (2.345.000 km²) risque de remplacer une dictature par une autre. Le souci de stabiliser le pouvoir politique pourra conduire les autorités de l'AFDL à suspendre les activités des partis politiques et à reporter les élections libres et démocratiques. La

guerre qu'on croyait, au départ, limitée aux régions de l'Est, avait débuté le 1er Septembre 1996. Six mois après, les troupes de l'AFDL ont conquis la moitié du pays. Elles ont parcouru des milliers de kilomètres. Leur avancée spectaculaire inquiète beaucoup d'observateurs.

Au moment où j'écris ces lignes, la victoire de l'AFDL est quasi-certaine. Nombreux sont ceux qui pensent que la présence des troupes Ugandaises et Rwandaises expliquerait cette avancée implacable.

D'autres raisons l'expliquent : la décrépitude de l'armée zaïroise, occupée uniquement à piller les villes où elle se replie, l'appui du peuple meurtri et pris en otage depuis plus de trente ans de dictature de Mobutu, la qualité incontestable des militaires de l'AFDL, leur discipline et leur détermination de libérer le peuple zaïrois ont, certes, favorisé leur avancée rapide.

La motivation est la première qualité d'une armée, les FAZ n'avaient plus aucune motivation, alors que les forces de l'AFDL en avaient beaucoup. Interrogé là-dessus, Laurent Désiré Kabila répondit: "Le peuple est avec nous. Nous sommes accueillis en véritables libérateurs. Contre qui, pour qui et pourquoi voulez-vous que les soldats des FAZ qui reçoivent 50 centimes par jour acceptent de combattre et de risquer leur vie?"

Des objectifs principaux.⁽¹⁶⁸⁾

L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo s'est fixée des objectifs prioritaires suivants :

- Le démantèlement du pouvoir fasciste en place au Zaïre par le renversement du régime dictatorial issu des coups d'Etat de Septembre 1960 contre Patrice Emery Lumumba et de Novembre 1965 contre Joseph Kasa-Vubu;

- l'établissement d'un régime démocratique, fondé sur une légitimité réellement populaire;

- la restauration des institutions démocratiques qui placent l'être humain au centre du développement politique, économique, social et culturel;

- la création d'une réelle armée nationale, en récupérant les meilleurs éléments des FAZ;

- la réforme du système éducatif et médical;

- la mise en place d'une économie sociale du marché et l'instauration d'une transparence dans la gestion du patrimoine public.

Tels sont les objectifs, à court terme, fixés par l'AFDL. A-t-elle des moyens et des hommes capables pour faire naviguer le grand Zaïre jusqu'au bon port ? Nous pensons sincèrement que ce grand pays a tous les moyens et toutes les ressources matérielles et humaines pour s'en sortir.

Le Président Kabila a passé plus de trente ans en dehors du Zaïre politique. Conscient de cette situation, il s'est entouré des jeunes universitaires intelligents et compétents. Ont-ils suffisamment d'expérience politique? Le manque apparent de préparation, ajouté aux forces centrifuges d'influence et de positionnement, risquent de replonger le pays dans une léthargie comme celle qu'il a connue pendant les sept années de longue transition. Et au lieu d'avancer, il s'enfoncerait davantage.

Le danger est à éviter. Il ne faudrait pas que l'espoir suscité par l'AFDL tombe comme celle de la Conférence Nationale Souveraine. Un changement radical est donc nécessaire ! Le peuple doit être libéré de Mobutu et de tout son système. Le changement maquillé par la troisième ou la quatrième voie était une façon savante d'humaniser la dictature. Il n'y a qu'une seule voie véritable vers le changement, celle du bonheur du peuple!

⁽¹⁶⁸⁾ Les objectifs principaux sont tirés des statuts de l'AFDL.

Conclusion

Peut-on tirer des leçons de cette étude? La première est, certes, la responsabilité qu'a l'élite intellectuelle de réécrire l'histoire africaine.

Une bonne gestion de nos sociétés politiques basée, sur le souci du bien commun, le bonheur et la paix sociale, appuyée sur des analyses politiques, sociales et économiques éclairées et objectives auraient pu nous épargner des tragédies.

Les mots sont contagieux. Les maladies, qu'elles soient politiques ou physiques, sont contagieuses, disait le professeur Ngangura. Le rôle des leaders politiques, capables de canaliser les aspirations et les ambitions des membres de différentes communautés, est déterminant dans la gestion pacifique des conflits. Aussi, les décideurs devraient-ils cesser de gérer les populations sur la base d'une simple carte géographique reprenant les frontières issues de la Conférence de Berlin (1885). C'est la deuxième leçon à tirer! Les problèmes ethniques renvoient à d'autres dimensions économiques, socio-culturelles. C'est de ces dimensions, plus ou moins occultées, qu'il faut ensemble débattre avec un sens d'intégrité et d'engagement en faveur de la paix et du développement de toutes les communautés en présence. L'état de crise généralisée de la nation zaïroise provoque un peu partout le réflexe du bouc émissaire. Ses conséquences sont imprévisibles. Michel Didier rapporte une légende de laquelle nous pouvons tirer des enseignements susceptibles de nous aider à comprendre les dangers de l'imaginaire et des préjugés.

Après avoir tué le dragon, Cadmos, l'ancêtre de la mythologie tibétaine, sème les dents du monstre. Des guerriers armés surgissent aussitôt. Pour s'en débarrasser, Cadmos ramasse un caillou et le jette au milieu des guerriers. Au simple bruit de la chute, chacun se croit provoqué et se précipite sur son voisin. En un instant, ces guerriers en viennent aux mains et s'entretuent jusqu'au dernier.

Le simple bruit du caillou, a additionné des frayeurs individuelles qui ont provoqué la destruction de tous. Chacun se croit menacé, en vient à tuer l'autre.

De même, nos comportements prennent en compte une large part d'imaginaire, mais se traduisent par des décisions réelles. Les guerriers s'entretuent parce que personne ne les arrête. Le même caillou jeté au milieu d'une troupe organisée et encadrée n'aurait inquiété personne. Il demeure

vrai également qu'au-delà des communautés, il faut asseoir une nouvelle culture des droits des individus, droits correspondant du reste à des obligations souvent négligées. Seule cette perspective peut garantir contre l'ethnicisme dévastateur et obscurantiste. C'est la troisième leçon.

Aussi, l'approche de la gestion des populations doit-elle se faire d'une manière concertée entre les Etats de la région des grands lacs et les représentants de la société civile de part et d'autre des frontières de façon à prévenir les tensions et les conflits éventuels à paramètres variables. La sécurité dans tous les pays de la sous-région en dépend. Les ethnies constituent, aussi bien par leur nombre que par leur diversité, une véritable force pour notre pays; nous devons en faire un facteur dynamique d'unité dans la différence, plutôt qu'un motif de division paralysante.

Avec une bonne gouvernance et une gestion saine de nos immenses richesses, nous pouvons faire de ce pays ce qu'il doit être: **une véritable puissance africaine.**

Annexes**Les vingt-six clans des Banyamulenge**

- 1.- Abanyabyinshi
- 2.- Abasinzira
- 3.- Abasita
- 4.- Abasama
- 5.- Abasegege
- 6.- Abahiga
- 7.- Abitira
- 8.- Abatwari
- 9.- Abahinda
- 10.- Abadahurwa
- 11.- Abazigaba
- 12.- Abega
- 13.- Abanyamushaka
- 14.- Abasizana
- 15.- Abatuganyi
- 16.- Abasinga
- 17.- Abongera
- 18.- Abadinzi
- 19.- Abanyakarama
- 20.- Abahenda
- 21.- Abaha
- 22.- Abagabika
- 23.- Abaheto
- 24.- Abapfurika
- 25.- Abashingo
- 26.- Abatakure

Les clans dont les noms correspondants existent au Rwanda(7/26)

- 1.- Abanyabyinshi
- 2.- Abasita
- 3.- Abitira
- 4.- Abahinda
- 5.- Abazigaba
- 6.- Abega
- 7.- Abasinga

Les clans dont les noms correspondants existent au Burundi(2/26)

- 1.- Abongera
- 2.- Abanyakarama

Les clans dont les noms correspondants existent en Tanzanie(2/26)

- 1.- Abaha
- 2.- Abaphurika

Les clans qui se trouvent uniquement chez les Banyamulenge(15/26)

- 1.- Abasinzira
- 2.- Abasama
- 3.- Abasegege
- 4.- Abahiga
- 5.- Abadahurwa
- 6.- Abanyamushaka
- 7.- Abasizana
- 8.- Abatuganyi
- 9.- Abadinzi
- 10.- Abahenda
- 11.- Abagabika
- 12.- Abaheto
- 13.- Abashinga
- 14.- Abatakure
- 15.- Abatwari

Certains clans issus d'un ancêtre commun ou supposé tel se regroupent pour former des super-clans :

- 1). Abagorora: Abanyamushaka, Abahenda, Abatuganyi, Abasizana
- 2). Abagunga : Abasama, Abadinzi
- 3). Abarundi : Abongera, Abahiga, Abaha
- 4). Abahayashunga : Abasegege, Abatwari

**Comme nous l'avons dit, ce document se compose d'images scan de photocopies. Cela ne favorise pas la qualité des images !
C'est la raison pour laquelle il y a ici une lacune.
L'ouvrage de Mr. Mutambo comprend en effet ici cinq pages d'illustrations photographiques que nous n'avons pu reproduire d'une manière satisfaisante.**

Bibliographie

1. ALEXANDRE P., Le Bantou et ses limites, in langage, Edition de la Pléiade, 1967.
2. ANDRIAMIRADO S., Jeune Afrique n° 1870, Novembre 1996.
3. ANB-BIA, Masisi ou la guerre oubliée, 1er Avril 1996.
4. AUJOULAT L.P., Aujourd'hui l'Afrique, Casterman, Tournai, Paris, 1958.
5. BABA KAKE I., L'Afrique coloniale. Histoire générale de l'Afrique, Présence Africaine, Paris, Dakar, 1988.
6. BABUNGA, Le mariage et son impact économique. Cas des Bafulero, T.F.E. Kisangani, 1980.
7. BAGOMORA B., Analyse des crises politiques au Zaïre depuis l'avènement de la démocratisation, T.F.E., Bunia, 1994.
8. BAHANE M., Evolution de la Société Bashi, Mémoire d'histoire, Kinshasa, 1972.
9. BANGAMWABO Fr et All, Les relations inter-ethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'Octobre 1990, Genève, soubassements et perspectives, Editions Universitaires du Rwanda, Ruhengeri, 1991.
10. BANYAKU L., Aperçu sur les études sociales de développement, P.U.Z., Kinshasa, 1996.
11. BRISELANCE M.F., Histoire de l'Afrique, T2, Le temps des conquérants de l'an 1000 à l'aube des indépendances, Editions Jeune Afrique, 1988.
12. CHRETIEN J.P., Les ethnies ont une histoire, Paris, 1989.
13. COMMUNAUTE BANYAMULENGE,
Lettre adressée au Parlement de la République du Zaïre, Kinshasa, 1981.
14. COMMUNAUTE BANYAMULENGE DE MOBA,
Lettre adressée au Ministre de l'Intérieur du 22 Décembre 1989, Kalemie, 1989.

15. COMMUNAUTE DES TUTSI ZAIROIS,
Lettre adressée au Président de la République, Kinshasa,
10/07/1995.
16. CROEGAERT L., Premières afriques, histoires et découverte d'un
continent, Hâtier, Bruxelles, 1985.
17. DEPELCHIN J.J., From pre-capitalism to imperialism a history of
social and economic formation in Eastern Zaïre, Uvira
Zone
(1800-1965), Staford, 1974.
18. GERMAIN R., Les associations végétales de la plaine de la Ruzizi en
relation avec le milieu, Série scientifique n° 52, 1955.
19. GILLES S., De l'Atlantique au fleuve Congo, une géographie du
sous-développement, Mouton, Paris, 1966.
20. GREVISSE F., Notes ethologiques relatives à quelques populations
autochtones du Haut-Katanga Industriel, CEPSI n° 32,
Elisabethville, 1956.
21. GUICHAOUA A., Les crises politiques au Burundi et au Rwanda
(1993-1994), Université de Lille I, 1965.
22. HIERNAUX J., Note sur les Tutsi D'Itombwe, République du Congo,
Paris 1965.
23. KAJIGA G., Cette migration séculaire des Rwandais au Congo in
Bulletin CEPSI, Elisabethville, 1956.
24. Mgr KANYAMACHUMBI P., Société, culture et pouvoir politique en
Afrique interlacustre, ATRIO, Editions
Select, 1995.
25. Mgr KANYAMACHUMBI P., Les populations du Kivu et la loi sur la
nationalité. Vraie et fausse problématique,
Edition Select, 1993.
26. KAGAME A., Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda, Butare, 1972.
27. KARAHA B., Communication de la délégation de l'AFDL aux assises
de Johannesburg avec la délégation du régime Mobutu,
1997.
28. LUREMESHU M., Organisation socio-politique traditionnelle chez les
Banyamulenge, T.F.E., Lubumbashi, 1983.

29. MAQUET J., in Dictionnaire des civilisations africaines, Fernand,
Bazan 35-37, Paris, 1968.
30. MAQUET J., Les pasteurs de l'Itombwe, in revue Science et Nature n°8,
1955.
31. MAFEMA NG., Lettre n° BCE/AT/23/0849/79, Kinshasa, 1979.
32. MAYUGI ND., Les relations commerciales entre la plaine et la
montagne. Cas du marché de Kiringje, Mémoire,
Bukavu, 1983.
33. MBONIGABA M., Croisade contre la médiocratie, Editions TARA,
Kinshasa, 1995.
34. M'PAMBIA M., Le problème de nationalité au Kivu, Bukavu, 1983.
35. MPUNDU J., Le Zaïre en marche vers la démocratie, Traité, Kinshasa,
1992.
36. MOBUTU S.S., Discours du 04 Octobre 1973 à l'ONU
37. MUKERWA K., L'immigration des "Banyarwanda" dans la zone
d'Uvira, 1920-1965, T.F.E., Kinshasa, 1988.
38. MUTAMBO J., L'élevage des bovins chez les Banyamulenge dans la
zone de Fizi, T.F.E., Bukavu, 1976.
39. MUTUZA K., Réflexion d'un Séminatiste autour des événements des
années 1960, Noraf, Kinshasa, 1991.
40. MWOROHA E., Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX^e
siècle, Hatier, Paris, 1987.
41. MUZURI G., L'évolution des conflits ethniques dans l'Itombwe,
Mémoire, Lubumbashi, 1983.
42. NDABAGOYE S., Lettre n°052/F051/CPR/91
43. NDABAGOYE S., Lettre n°054/F051/CPR/91
44. NDESHYO R., La nationalité de la population zaïroise d'expression
Kinyarwanda au regard de la loi du 29 Juin 1981,
Asyst, Kinshasa, 1992.
45. NGIRABATWARE Cy., Héritage colonial, Histoire des ethnies
frontalières du Zaïre. Le cas des Hutu et des
Tutsi du Zaïre du 16^e S. à 1972.

46. NYANDWI M., La rébellion de 1964 dans le territoire de Fizi et ses conséquences, Mémoire, Lubumbashi, 1979.
47. O.N.U., Rapport n° E/CN.4/1996, Conseil Economique et Social.
48. SCHWALL J., Pro-Justitia. Problème de Tulambo et Minembwe, Mwenga le 17 Décembre 1952.
49. SEBAGANWA G., Analyse psycho-sociologique des conflits de types ethniques et possibilités de leur réduction, Mémoire, Kisangani, 1989.
50. SHWEKA M., Lettre n° 5072/515/C.71/95 du 19 Octobre 1995, Uvira, 1995.
51. TABAZI R., Le Mwami chez les Bafulero, T.F.E., Bukavu, 1973.
52. WEIS G., Le Pays d'Uvira, A.R.S.C., Bruxelles, 1959.
53. ZYAD L., Jeune Afrique n°1870, Novembre, 1996.

Journaux paraissant au Zaïre et au Rwanda.

1. Dépêche Africaine du 24 Septembre 1993, Kinshasa.
2. La nouvelle relève n°336 du 14 au 28 Février 1997, Kigali
3. La Rafale n°147, Kinshasa
4. Le Palmarès n°452, Kinshasa
5. Le Potentiel n°364, Kinshasa
6. La Référence Plus n°252 du 11/11/1993, Kinshasa
7. Rwanda Libération n°22, 1997, Kigali.
8. La Tempête des Tropiques du 31/05/1995, Kinshasa.

Table des matières

Note de l'auteur	
Dédicace	
Remerciements	II
Introduction	1
Chapitre I. Brève présentation du milieu	6
Les plaines	6
Les plateaux	8
Les climats	10
Les sols et les végétations	11
Chapitre II. Historique du peuplement	13
Bantou et Hamite : usage utile et abusif	14
Les différentes ethnies de l'Itombwe	16
1. Les Banyamulenge	16
2. Les Barundi du Zaïre	26
3. Les Babembe	29
4. Les Bavira	31
5. Les Bafulero	35
Chapitre III. Les Banyamulenge seraient-ils une nouvelle ethnie ?	39
Les Banyamulenge ne sont pas tous d'origine rwandaise.	
Ils ne sont pas que des Tutsi	41
Pourquoi Banyamulenge et non pas Banyarwanda ?	42
Des cas similaires ailleurs au Zaïre	43
Les Banyamulenge sont-ils intégrés ?	46
Chapitre IV. Le contact avec l'extérieur	48
I. La rencontre des Arabes et Arabisés	48
II. L'occupation coloniale belge	53

Chapitre V. Les causes du conflit actuel	58
1. Les causes lointaines	59
– Le poids de l'histoire.....	59
– Suppression des chefferies traditionnelles	65
– Inégale répartition des richesses et des terres.....	68
– La contestation de la collectivité chefferie des Barundi.....	74
– La rébellion muléliste	82
– La contestation du groupement de Bijombo.....	86
2. Les causes immédiates.....	94
– La contestation de la nationalité	94
– La mort du Président Ndadaye	104
– Expulsions des Banyamulenge et leur enrôlement dans l'A.P.R.	108
– La présence des réfugiés de 1994.....	111
Chapitre VI. La guerre de libération du Zaïre	120
Mobutu veut la pérennité de la dictature.....	121
L'A.F.D.L. suscite l'espoir	125
Des objectifs principaux.....	128
Conclusion	130
Annexe : Les 26 clans des Banyamulenge	132
La vie des Banyamulenge sur photos	135
Bibliographie	145
Table des matières	149